

CONJONCTURE FRANÇAISE

Freins à la reprise

En 2010-2011, le PIB français a récupéré le terrain perdu les deux années précédentes. Il a stagné en 2012 et progressera sans doute de seulement 0,2 % en 2013. Au total, six années de croissance ont été perdues.

Les perspectives pour 2014 diffèrent selon les économistes. Ainsi Coe-Rexecode envisage une expansion de 0,5 %, tandis que l'Insee anticipe un acquis de 0,7 % à la fin du second trimestre, donc implicitement une progression du PIB proche de 1 %.

Le scénario plus optimiste de l'Insee est cependant loin d'être rassurant puisque, après une hausse de 0,4 % de l'activité pendant les derniers mois de 2013, il propose une avance de 0,2 % pour chacun des deux premiers trimestres de cette année. Cette modération s'explique notamment par une stagnation de la consommation. Le relèvement de la TVA le 1^{er} janvier n'est pas la seule cause. Les ménages sont d'abord affectés par l'alourdissement considérable de la pression fiscale : les impôts directs et les cotisations sociales sont en effet passés de 18,7 % de leurs revenus au printemps 2011 à 20,6 % à l'été 2013.

Les entreprises n'ont pas été épargnées, puisque le ratio de pression fiscale directe, qui atteignait 18,2 % au premier semestre 2011, a atteint 24,3 % de janvier à septembre 2013. Ceci entrave l'effort d'investissement.

Pour redonner des marges de manœuvre aux dépenses des ménages et des entreprises, une remise à plat s'impose donc à l'évidence pour les dépenses publiques à l'origine de ces prélèvements.